

[Redacted]

[Redacted]

C

D

D

D

D

D

Publication : juin 2024

Ce document est un outil de travail qui résulte des travaux menés par le Cnajep au cours du chantier *Lutte contre les idées des extrêmes droites*, qui a débuté en 2022 et dont les actions et réflexions se poursuivent.

Il doit permettre d'ouvrir des espaces de débat et de discussion. Il est également utilisable comme repère pour les membres du Cnajep.

SOMMAIRE

Introduction : Pourquoi cet argumentaire du Cnajep ?	1
Transition écologique : Contraintes imposées ou inventivité ?	3
Information et opinion : Pensée unique ou désaccords fertiles ?	5
Démocratie : Pour ou contre ?	7
Une loi qui libère ou qui contraint ?	9
Solidarité et égalité : Diviser ou unir ?	11
Droits des femmes et LGBTQIA+ : Modèle de société traditionnel immuable ou à remettre en cause ?	13
Éducation : Pour libérer ou asservir/contrôler ?	15
Temps libre des jeunes : Expérimentation ou encadrement ?	17
Immigration : Richesse ou menace, solidarité ou exclusion ?	19
La ou les cultures ?	21
Identité française : À préserver ou en perpétuelle évolution ?	23
Laïcité : Liberté ou stigmatisation ?	25
Quelle vision de l' Europe ?	27
Sécurité : Protéger ou opprimer ?	29

Pourquoi cet argumentaire du Cnajep?

“L’extrême droite est une vision du monde, pas un programme | Nicolas Lebourg —,”

Alors que l’extrême droite gagne du terrain en France, en Europe et ailleurs, le **Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d’éducation populaire (Cnajep)** a décidé de participer au débat national.

Le Cnajep est une association loi 1901, née en 1968 suite à la volonté de mouvements de Jeunesse et d’associations d’Éducation Populaire, appartenant à des horizons et à des secteurs d’activités très divers, de se rencontrer pour créer un espace de dialogue, de concertation et de représentation auprès des pouvoirs publics sur les questions concernant la Jeunesse et l’Éducation Populaire.

La **démocratie est un espace pluriel qui accepte la contradiction**. Les mouvements et partis d’extrême droite portent une vision qui préfère la pensée unique et simplificatrice à la diversité des points de vue.

Ce fascicule ne vise pas à argumenter sur le plan moral et juridique contre l’extrême droite car, en 2024, le combat à mener a changé de nature : l’urgence est de favoriser les questionnements sur les visions du monde portées par les mouvements d’extrême droite, d’ouvrir des espaces de débats et de formation de l’esprit critique. Car, **derrière les stratégies de communication et de désinformation, se trouve une réelle vision du monde**.

Ce livret compare les solutions proposées par l’extrême droite pour répondre aux situations que traverse la société française et au-delà, aux solutions portées par celles et ceux qui défendent les valeurs démocratiques et émancipatrices de toutes et tous.

Il ne s’agit pas d’imposer une vision, il s’agit de donner à réfléchir et de comprendre qu’**à un même constat différentes solutions sont possibles**. Celles-ci n’auront pas les mêmes effets pour l’ensemble des Français et des Françaises.

À nous toutes, organisations d’Éducation populaire, nous rencontrons chaque année des milliers de personnes. D’ici 2027, plusieurs millions de personnes supplémentaires que nous aurons croisées en formation, en colo, en centre de loisirs, en atelier culturel, sur un festival...

Nous avons le pouvoir et le devoir d’agir pour éviter l’arrivée de l’extrême droite au pouvoir. Mais plutôt que d’imposer un point de vue et de tomber dans le piège tendu par celles et ceux qui promeuvent des solutions réductrices, nous proposons ici **des outils et des arguments pour faire vivre et vivre nous-mêmes une expérience démocratique qui déploie et décrypte des arguments contradictoires**.



COMMENT LIRE CET ARGUMENTAIRE ?

Mode d'emploi

THÉMATIQUE



Ce constat est général et relève de ce qui est entendu ou constaté par la société. Les angles abordés pour chaque thématique en découlent.

Idées des extrêmes droites

Les mouvements et pensées des extrêmes droites sont multiples et variés mais forment tout de même un tout cohérent, correspondent à une vision du monde.

Philosophies de l'éducation populaire

Les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire ne forment pas un parti politique. Ce que nous évoquons sont les philosophies et les cadres d'actions que nous portons dans nos actions quotidiennes.

Un exemple ?

Des illustrations d'expressions et de mises en œuvre concrètes des idées des extrêmes-droites en France et dans le monde.

Chaque organisation du Cnajep peut fournir des exemples concrets parmi les projets qu'elle porte. En complément des exemples généraux présentés ici, interrogez les structures que vous connaissez, ou bien visitez [notre espace en ligne sur les outils et initiatives de nos membres](#).

Rappel d'études, de statistiques ou d'éléments juridiques sur la thématique abordée.





TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Contraintes imposées ou inventivité ?



Les défis liés à la crise environnementale sont nombreux et nécessitent qu'on les prenne en compte au plus vite.

À l'échelle internationale, européenne et française, des mesures contraignantes et incitatives sont prises, mais insuffisantes au regard de la nécessité d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.

Idées des extrêmes droites

Les propositions des écologistes sont **punitives**, exagératives, et font peser le poids sur les français·e·s alors que la responsabilité provient surtout d'autres pays.

La **technologie** pourra trouver des réponses aux questions écologiques pour répondre aux enjeux des français·e·s.

L'**écologie** peut passer également par le retour au local radical, et le survivalisme.

Philosophies de l'éducation populaire

Les questions écologiques doivent nous interroger sur l'ensemble de notre société.

Nous devons individuellement et collectivement **nous sensibiliser, nous informer, nous entraider, analyser, débattre, et produire, inventer des pratiques qui répondent à ces défis.**

Nous avons une seule et même planète et notre approche de l'écologie doit donc être **systémique et mondiale.**

Un exemple ?

Au Brésil, dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de **J. Bolsonaro a considérablement baissé le budget des différentes institutions chargées de défendre l'environnement.**

Le **gouvernement hongrois** de Viktor Orban n'a quant à lui **pas de Ministère de l'environnement.**

« Je suis contre cette vision de l'écologie de la punition et, j'ai envie de dire même de la pénitence (...). Je suis pour un soutien à l'innovation, je crois que c'est l'innovation et la science qui règlera le problème environnemental »

Marion Maréchal Le Pen lors du débat des européennes, le 10 avril 2024

« Les associations de jeunesse et d'éducation populaire constituent des **leviers incontournables dans l'éducation à l'environnement et au développement durable** :

- elles mènent des actions de sensibilisation et développent des méthodes pédagogiques actives qui **aident à la compréhension du monde** ;
- elles offrent aux citoyen·ne·s des **espaces de participation et d'expression pour rêver le monde de demain et construire des systèmes résilients**, pour tisser du lien autour de soi et développer des dynamiques de coopération, pour créer des pratiques collectives, pour développer les compétences sociales ... »



Extrait du positionnement du Cnajep décembre 2015



DANS LES FAITS

Les différents **rapports du GIEC** (Groupe d'experts scientifiques intergouvernemental sur l'évolution du climat) établissent que le dérèglement climatique est dû aux activités humaines, et qu'une réduction rapide des gaz à effet de serre peut rapidement conduire à un climat plus stable et à une meilleure qualité de l'air.





INFORMATION ET OPINION

Pensée unique ou désaccords fertiles ?



Il y a actuellement de nombreuses possibilités d'accéder et de créer facilement de l'information mais aussi de la désinformation. En 2024, 90% des médias grand public français sont détenus par 9 personnes. La question de l'indépendance journalistique se pose et la sphère médiatique grand public est remise en cause.

Idées des extrêmes droites

Des personnes manipulent le débat public pour éviter que tout le monde se rende compte d'une réalité pourtant simple.

Il faut faire un travail de « ré-information » en publiant des contenus qui donnent à voir les coupables de nos problèmes.

Cela passe également par la **volonté de limiter l'expression des opinions contraires**, de recenser et discriminer les journalistes considéré·e·s comme dérangeant·e·s.

Philosophies de l'éducation populaire

L'éducation aux médias se base sur la construction de la **pensée critique**. Il s'agit de s'entraîner à vérifier les sources d'informations, les éléments de contexte et à questionner les prises de positions.

Débattre et confronter les points de vue permet d'élargir la compréhension du monde, **d'appréhender des informations dans leur complexité**.

La science doit être citoyenne, il est nécessaire de formaliser un dialogue entre les espaces formels et non formels de la connaissance afin d'éviter la « privatisation » des savoirs.

Un exemple ?

Les mouvements «identitaires» ont leur **agence de presse, Novopress**, chargée de la «ré-information» .



Les militant·e·s investissent également Internet, où **des influenceur·euse·s** (Papacito, Le raptor dissident, Thaïs d'Escufond, le collectif Némésis...) utilisent des formats courts de vidéos, mettant souvent en **scène des violences et en désignant des bouc-émissaires**.



"Réinformation" et désinformation : l'extrême droite des médias en ligne. Par Antoine Sari, Acrimed, mardi 10 mars 2015.

DANS LES FAITS

La liberté d'opinion (ou liberté de conscience) assure à toute personne la liberté de penser comme elle l'entend. La liberté d'opinion fait partie des droits fondamentaux consacrés dès 1789 dans la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**.

Déclaration de Grünwald de l'Unesco en 1982

« Les systèmes politiques et éducatifs ont l'obligation de promouvoir auprès de leurs citoyens une compréhension critique des phénomènes de communication que sont les médias ».



Les associations d'éducation populaire conduisent de nombreux temps autour de l'éducation critique aux médias.



DÉMOCRATIE

Pour ou contre ?



La défiance vis-à-vis du système démocratique est grandissante, les citoyen·ne·s ne sont pas assez consulté·e·s ni écouté·e·s.

Idées des extrêmes droites

Les syndicats et associations influent sur les décisions gouvernementales. Ils doivent être **réformés pour être moins tentés de recourir à un rapport de force.**

Les référendums sont la seule solution pour consulter d'avantage et directement le peuple tout en ayant une légitimité.

Une fois les décisions adoptées, les citoyen·ne·s doivent s'y conformer.

Philosophies de l'éducation populaire

Pour pouvoir prendre réellement en compte l'avis et les besoins des citoyen·ne·s, il est nécessaire de leur **donner les moyens** (temps, espaces et éléments de réflexions) comme par exemple lors d'actions socio-culturelles et éducatives.

Les **corps intermédiaires** (associations, syndicats...) et les groupes de travail permettent un dialogue au-delà de la consultation de questions fermées.

Ces **espaces** enrichissent la **réflexion**, permettent de travailler la complexité des opinions, et impliquent concrètement la vision des citoyen·ne·s et la réalité du terrain.

Aussi, ils **favorisent la mise au débat** de thématiques souhaitées par la société civile et peuvent permettre, en cas de référendum, qui est un réel outil de démocratie, d'orienter le peuple à répondre à la question posée par avis consenti, compris et souhaité et non pas dans une posture « pour ou contre » le gouvernement qui propose.

Un exemple ?

Marine Le Pen avait affirmé en 2012, que le **Conseil Economique Social et Environnemental (CESE)** ne servait « qu'à placer ses amis » et produisait des rapports inutiles, elle souhaitait le supprimer, ainsi que ses déclinaisons en région, pour réaliser des économies.
(Conférence de presse du 13 février 2012, Palais de l'éna, propos rapportés par Le Point)

En 1940, le Conseil National Economique, ancêtre du CESE, avait été **supprimé par le Maréchal Pétain**.
(Historique du Cese)

« Les associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire, membres du Cnajep, sont **attachées à favoriser la participation des jeunes à la vie publique** et œuvrent chaque jour en ce sens sur tout le territoire et à tout niveau ».

La participation politique des jeunes « se vit particulièrement par l'engagement dans la vie associative, et particulièrement dans sa gouvernance. »



Résolution du Cnajep octobre 2016



DANS LES FAITS

Le CESE, en tant que troisième Assemblée citée dans la Constitution, assure **le lien entre les pouvoirs publics et les citoyen·ne·s**.

Il est composé de représentant·e·s, des personnes qui travaillent dans des entreprises, des syndicats, des organisations patronales, des associations ou des ONG, qui sont là pour porter la parole des citoyen·ne·s, en croisant les points de vue.



LOI

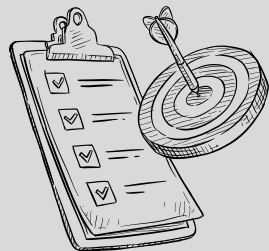
Une loi qui libère ou qui contraint ?



Lois, décrets, arrêtés parlementaires, ordonnances, ou toute autre mesure juridique de cadre législatif sont de plus en plus massivement déployés. Ce recours accéléré à la norme juridique s'accompagne de difficultés dans la mise en œuvre et le respect des mesures. Pour les citoyen·ne·s, la quantité de règles qui régit leur quotidien peut amener un sentiment de restriction des libertés comme offrir d'avantage de protection. La perception des règles est relative.

Idées des extrêmes droites

La loi doit être essentiellement répressive pour permettre d'**encadrer et d'imposer** des actions et des comportements.



Philosophies de l'éducation populaire

La loi **protège la liberté** (d'opinion, d'expression, ...), en proposant un cadre favorable à l'épanouissement de chacun·e dans le respect de l'autre.

Les libertés de chacun·e ne sont pas concurrentielles mais complémentaires.

Un exemple ?

Herbert Kickl, ministre de l'Intérieur autrichien d'extrême droite en 2017, avait affirmé que la **Convention européenne des droits de l'Homme** était « **la plus grande menace pour la démocratie** », et souhaitait que l'Autriche se retire des conventions internationales relatives aux droits de l'homme.
Courrier International, 19 janvier 2024

En juin 2023, le **RN s'est opposé à la proposition de directive** de la Commission européenne sur le devoir de vigilance des entreprises qui vise à les **obliger à prévenir le travail des enfants, l'esclavage, la pollution et la déforestation**.

Éducation à la citoyenneté et à la solidarité, formations civiques et citoyennes, formations aux valeurs de la république et à la laïcité...

Les associations de jeunesse et d'éducation populaire sont en charge d'animer de nombreux temps autour de l'appropriation de nos droits et de la citoyenneté.

Par leurs actions elles sont un **maillon essentiel de l'accès aux droits**.

Chartes, règles de vies, cadres de formations...

Les organisations de jeunesse et d'éducation populaire proposent dans leurs projets un **cadrage favorisant des échanges sereins et constructifs**. Ces éléments sont dans la mesure du possible co-construits avec les participant·e·s.

DANS LES FAITS



Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 :

- **Article 1** : Les Hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ;
- **Article 4** : La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque Homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.



SOLIDARITE ET ÉGALITÉ

Diviser ou unir ?



Les inégalités sociales continuent de se creuser en France, ainsi que le nombre de personnes en situation de précarité.

Idées des extrêmes droites

Les **difficultés économiques** sociales qui touchent les classes moyennes et les plus pauvres ne sont pas dues aux injustices sociales ou au libéralisme, mais aux **étranger·e·s qui prennent le travail des Français·e·s**, abusent des allocations sociales, viennent se faire soigner en France, prennent les logements des Français·e·s et gagnent davantage que des travailleur·euse·s pauvres.

Il faut **lutter contre l'assistanat**, diminuer les aides sociales, donner la priorité aux Français·e·s et obliger les chômeur·euse·s à prendre le travail qu'on leur propose.

Philosophies de l'éducation populaire

Toute personne a le droit à des conditions de vies décentes.

Nous devons **construire collectivement une société inclusive, égalitaire et fraternelle** qui permette à chacun·e de **vivre dignement, d'accéder à la culture et aux loisirs**.

Il est nécessaire pour cela de **mieux répartir les richesses** en préservant l'intervention de l'État, de lutter contre le libéralisme débridé, de préserver les mécanismes de protection sociale acquis de haute lutte et qui protègent contre les accidents de la vie grâce à la solidarité : maladie (sécurité sociale), chômage (allocations chômage) et vieillesse (retraite).

Il faut aussi **réduire les écarts de revenus**, la fraude fiscale et refuser toute mesure qui promeut la préférence nationale (attribution des logements, des aides, droits sociaux et culturels...).

Un exemple ?

En juin 2022, les partis européens d'extrême droite ont voté **contre le fonds social pour le climat** qui vise à soutenir les personnes les plus vulnérables, en particulier celles qui sont touchées par la précarité énergétique.

En septembre 2022, les partis d'extrême droite, dont Jordan Bardella, se sont **opposés à une directive sur la mise en place de salaires minimums dans l'Union européenne** qui permet de protéger les emplois. Ils se sont aussi opposés à la politique de relance et aux 10 milliards d'euros pour les agriculteur·trice·s dans le cadre de la politique commune.

CGT, Les votes du RN au Parlement Européen, avril 2024

« Mettre en œuvre une vraie politique nataliste réservée aux familles françaises. »

Marine Le Pen, 2022, proposition 55 de son programme.

« Les mouvements d'éducation populaire constituent donc un **point d'appui des politiques publiques en matière sociale**.

Leur action s'inscrit toujours dans la volonté de construire une société inclusive où **les dispositifs publics pensés pour venir en appui aux plus fragiles, servent aussi à toutes et tous en permettant de (re) construire de la cohésion sociale et du (mieux) vivre ensemble.** »



Avis du CESE, L'éducation populaire, une exigence du XXI^e siècle Christian Chevalier et Jean-Karl Deschamps, mai 2019, p12).



DANS LES FAITS

Plusieurs études récentes, montrent que **le non-recours aux prestations sociales atteint fréquemment des niveaux supérieurs à 30 % en France** (*Drees, Non-recours aux prestations sociales. 11 février 2022*).

Différentes études montrent que **l'immigration a un effet positif d'un point de vue économique** (*Ekrame Boubtane, Immigration : quels effets économiques ? Vie publique. 2023*).



DROITS DES FEMMES ET LGBTQIA+

Modèle de société traditionnel immuable ou à remettre en cause ?



La famille est un lieu intime considéré comme privé, elle est pourtant aussi le lieu de reproduction de mécanismes sociaux, et de construction de chacun·e, et donc un sujet au cœur de nombreux débats de société et de luttes.

Idées des extrêmes droites

Le modèle familial traditionnel est un pilier de notre société qui garantit un équilibre et **il est dangereux de le remettre en cause.**

Par ailleurs, nous vivons déjà dans une société égalitaire, les questions d'inégalités hommes-femmes sont surtout liées aux autres cultures.

Philosophies de l'éducation populaire

Une société désirable est une **société visant l'épanouissement de tous·te·s, dans un souci d'égalité et d'équité répondant aux droits humains.**

Afin de vivre dans une société juste et de garantir à chacun·e l'exercice de ses droits, il est essentiel de **lutter contre toute les formes de déterminisme, rapport de domination et de violences et de lutter pour la justice de genre et la liberté de chacun·e de pouvoir choisir comment faire famille.**

Un exemple ?

En juin 2021, le gouvernement d'extrême droite hongrois a adopté une loi interdisant la « représentation » de l'homosexualité et de la transidentité dans l'espace public, et restreignant les contenus sur ces sujets aux plus de 18 ans.

(Droits LGBTQ + en Hongrie (...). Le Monde avec AFP et Reuters, publié le 24 juin 2021.)



Thaïs d'Escufond, ancienne porte-parole de Génération identitaire (ancien mouvement d'extrême droite dissout en 2021)

s'est reconvertie en influenceuse et prône dans de nombreuses vidéos une **vision de la femme au foyer, au service des hommes qui l'entourent.**

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle est une démarche éducative, vise à la fois à aborder des questions de santé sexuelle, d'identité de genre, la construction des relations et de la promotion d'une culture de l'égalité entre les sexes et des problématiques relatives aux violences sexuelles, à la pornographie, et aux discriminations/harcèlement liées au genre ou à l'orientation sexuelle.



L'éducation à la sexualité est d'ailleurs une **obligation inscrite dans le Code de l'éducation** (articles L. 121-1 et L. 312-16) depuis la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001.



DANS LES FAITS



Rappel de la loi :

L'homophobie et la transphobie sont des délits, et non des opinions, répréhensibles notamment au nom de l'Article 225-1 du Code pénal français.

ÉDUCATION

Pour libérer ou asservir/contrôler ?



Éduquer est une mission au cœur de toute société qui cristallise des tensions, car l'éducation correspond aux moyens mis en œuvre pour former les futur·e·s citoyen·ne·s.

Idées des extrêmes droites

L'éducation a pour objectif d'**organiser une société où l'ordre règne**, basée sur la « loi du plus fort », et où le respect de la hiérarchie est essentiel.

L'humiliation est envisagée comme un facteur de croissance et d'éducation.

Philosophies de l'éducation populaire

Éduquer, c'est conduire hors de..., ouvrir les esprits, apprendre **dès le plus jeune âge et tout au long de la vie** à se confronter à des opinions et des manières de vivre différentes, à **nourrir son esprit critique**, et même à questionner les questions.

L'objectif de l'éducation est de **former des personnes capables de penser par elles-mêmes, qui développent leurs potentialités et prennent leur place dans une société plurielle, où il est possible de débattre et d'accueillir des points de vue différents.**

Pour former des personnes émancipées, il faut respecter l'enfant, lui permettre d'**expérimenter** par lui-même son potentiel et son rapport au monde mais aussi imposer le respect par une **relation d'autorité bienveillante.**

Un exemple ?

« **Vivre l'humiliation, c'est un facteur de croissance fondamentale.** »

Giuseppe Valditara, ministre de l'Éducation et du mérite, au sein du gouvernement Meloni depuis 2022.

Les groupes de jeunes militant·e·s se forment autour des **valeurs de hiérarchie, de force et de violence.**

Les sports de combats sont un socle de leur formation militante, notamment via des rendez-vous appelés « Les forêts », où ils se retrouvent pour s'entraîner à se battre à main nue.

(La division Martel (...). Christophe-Cécil Garnier pour Street Press, 18 octobre 2023.)

La sécurité affective des apprenant·e·s et la bienveillance des pédagogues sont donc essentielles dans toute situation d'apprentissage. **Confiance en soi et en l'autre, coopération, capacité à débattre font partie des enseignements essentiels à transmettre pour construire une société fraternelle et en paix.**

« L'éducation doit, en réalité, se centrer sur la relation du sujet au monde des hommes qui l'accueille. Sa fonction est de lui permettre de **se construire lui-même en tant que « sujet dans le monde »**, héritier d'une histoire dont il perçoit les enjeux, capable de comprendre le présent et d'inventer l'avenir ».

Philippe Meirieu



DANS LES FAITS



Code de l'éducation article L111-1

« Par son organisation et ses méthodes, comme par la formation des maîtres qui y enseignent, il (le service public d'éducation) favorise la coopération entre les élèves. Dans l'exercice de leurs fonctions, les personnels mettent en œuvre ces valeurs. »



TEMPS LIBRES DES JEUNESSES

Expérimentation ou encadrement ?



La jeunesse est une période particulière de la vie, avec des réalités spécifiques entre précarité (situation économique d'étudiant·e·s, de recherche de son projet professionnel ou de début de carrière), et multiples opportunités d'expérimentation et d'engagement.

Idées des extrêmes droites

Les jeunes sont à **encadrer** pour s'assurer qu'ils et elles rentrent dans le cadre.

Ils sont également à embrigader comme force militante.

Les temps d'apprentissage et de loisirs servent **d'instrument de contrôle, sous la supervision d'une figure d'autorité.**

Ces temps doivent être **obligatoires et similaires pour tous et toutes.**

Philosophies de l'éducation populaire

Les jeunesses sont multiples, avec des réalités complexes et variées, et doivent **pouvoir expérimenter** et inventer différentes formes de loisirs, d'apprentissages, de modes de vies.

L'autonomie doit être encouragée dans une logique **d'émancipation.**

Des temps entre jeunes sont nécessaires pour construire et porter une parole et développer leurs espaces de débat et leur pouvoir d'agir. La **société doit être à leur écoute et inclure réellement leurs constats et propositions.**

L'engagement ne doit pas être uniformisé. Il est nécessaire de contribuer à la formation civique et citoyenne des jeunes pour leur permettre de s'ouvrir au monde et à l'altérité, plutôt que vers le repli sur soi.

Un exemple ?

En 2024, le premier à mettre en place **les couvre-feux pour les mineur·e·s** est Robert Ménard, maire d'extrême droite de Bézier.



Julien Sanchez, maire de Beaucaire depuis 2014 a **supprimé les subventions à la maison du Vivre Ensemble** (qui accueillait notamment de l'aide au devoir), ce qui a conduit à sa fermeture. La ligue de l'enseignement locale qui avait manifesté contre cette fermeture a également vu ses subventions diminuer et a finalement déménagé à Nîmes. (Lumières sur les mairies Brunes, VISA, Edition Sylepses, 2020)



« Loisirs sportifs, loisirs touristiques, loisirs culturels où doivent s'associer et se compléter les joies du stade, les joies de la promenade, du camping, du voyage, les joies des spectacles et des fêtes.

Nous voulons que l'ouvrier, le paysan et le chômeur trouvent dans le loisir la joie de vivre et le sens de leur dignité. » (...)

« Je compte surtout sur le concours de la jeunesse elle-même pour créer avec elle les instruments de sa force, de sa santé et de sa joie ».

Discours de Léo LAGRANGE à la jeunesse du 10 juin 1936

DANS LES FAITS



En 2021, **3 jeunes de 16 à 30 ans sur 10** ont donné une partie de leur temps bénévolement pour une association. (*Injep, chiffre clé sur la Jeunesse 2023*)



IMMIGRATION

Richesse ou menace, solidarité ou exclusion ?



Des personnes sont forcées de quitter leurs lieux de vies (contexte politique, guerre, famine...) et arrivent en France avec pour but de s'y installer ou de transiter vers d'autres pays européens. L'immigration a toujours existée, et par le passé des personnes ont été appelées à venir en France pour des raisons démographiques et économiques.

Idées des extrêmes droites

L'**immigration est un péril** pour la France tant sur le plan économique que sur le plan culturel et « civilisationnel », il est essentiel de réagir par une fermeture plus stricte des frontières, un plus grand contrôle de l'immigration illégale et la réduction des possibilités de statuts de demandeur·euse·s d'asiles.

Les personnes qui aident les exilé·e·s à entrer en France se rendent coupable d'un délit.

Philosophies de l'éducation populaire

En se fondant sur les principes d'égalité, de solidarité et d'humanité, les mouvements d'éducation populaire défendent l'**entraide** au profit et en respect de la dignité humaine et l'émancipation des individus.

Cela doit passer par la promotion d'une vraie politique d'accueil des personnes exilées. L'immigration a contribué à faire de la France le pays qu'elle est aujourd'hui.

Elle favorise le **partage interculturel, l'ouverture vers l'autre et contribue à l'émancipation.**

Par ailleurs, nous devons nous questionner collectivement sur le **devoir de mémoire**, notamment pour combattre la pensée et la transmission de pensée des visions colonialistes du monde, des préjugés, des stigmatismes et des rapports de domination, entre autres.

La **solidarité ne peut pas être un délit.**

Un exemple ?

De Maurice Barrès à Jean-Marie Le Pen, « chaque période de crise est l'occasion de dénoncer « l'invasion étrangère ».
(Z. Sternhell, 1985 et 1983)

Jusqu'à la dissolution du mouvement, les militant·e·s d'extrême droite de Génération identitaire organisaient des « **Opérations Anti-migrants** » aux **frontières** (par exemple dans les Alpes en 2018).
(Libération, Pierre Plottu et Maxime Macé, publié le 19 janvier 2021).

Les structures d'éducation populaire travaillent le vivre ensemble, portent des projets et conduisent des **formations de lutte contre le racisme**.

En France, de nombreuses structures et personnes viennent en aide aux personnes en situation d'exil, voire les accueillent chez eux.

Cela a pu être considéré par la justice française comme des actions illégales d'aide à l'entrée des migrant·e·s, ou « délit de solidarité ».



Le Conseil constitutionnel a invalidé ce délit en consacrant en 2018 « **la liberté d'aider autrui dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national** », dans le **principe de fraternité**.

Vie Publique, 7 mars 2022, Du délit de solidarité au principe de fraternité : lois et controverses.



DANS LES FAITS

- ➔ **1 français·e sur 3 est issu de l'immigration** (sur trois générations), selon l'INSEE.
- ➔ Si le nombre de migrant·e·s internationaux·ales augmente, sa proportion avec la population globale **reste stable** (3,6% 2020, 2,8% en l'an 2000 et 2,3% en 1970)
- ➔ En 2020, **la moitié des migrant·e·s internationaux·les résidant en Europe, était née dans un autre pays européen**. (Les migrations internationales : faits et chiffres, Cimade).



CULTURE

La ou les CULTURE(s) ?



La culture englobe tout ce qui permet, individuellement ou collectivement, d'appréhender le monde et les rapports sociaux pour se construire et agir. Les pratiques culturelles et artistiques participent à la définition des styles ou événements de la vie.

Idées des extrêmes droites

Les cultures sont fondamentalement **différentes et ne doivent pas se mélanger** (refus du métissage).

Ils défendent directement la supériorité de certaines cultures sur d'autres, ou bien la territorialité des cultures, qui ne devraient s'exprimer uniquement sur le territoire d'où elles sont issues.

Pour cela, ils développent une «contre-culture», en confrontation à la culture générale (dissémination de concepts et de théories, maisons d'édition dédiées, ...).

Philosophies de l'éducation populaire

Les **droits culturels** sont des droits fondamentaux qui visent à garantir à chacun·e la **liberté de vivre sa culture, de découvrir et de partager celle des autres**. Il n'y a donc pas une culture mais des cultures, qui s'expriment dans toutes les dimensions au quotidien.

La création, les expressions artistiques et culturelles et les pratiques professionnelles comme amateurs permettent d'ouvrir les imaginaires individuels et collectifs, ainsi que des espaces de rencontres, d'ouverture au monde, et d'émancipation.

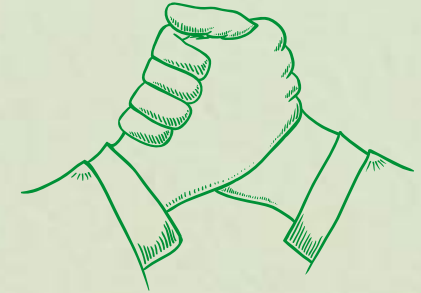
Au niveau international, des marchandises, des biens, des tendances et même d'éléments culturels circulent en grande quantité tous les jours (uniformisation des loisirs par exemple), alors même que de nombreux pays prônent un renfermement sur des traditions locales.

Un exemple ?

Aussitôt élu en 2018, J. Bolsonaro a annoncé **la suppression du ministère de la Culture brésilien** et son regroupement dans le ministère de la Citoyenneté avec notamment le secrétariat aux Sports et aux Affaires sociales.

Garcia-Parpet, Marie-France. « Coup d'œil sur l'éducation au Brésil de Bolsonaro. (...) », *Savoir/Agir*, vol. 49, no. 3, 2019, pp. 95-103.

Le programme de Marine Le Pen de 2017 ne comprend d'ailleurs pas de chapitre sur la culture mais seulement sur le patrimoine.



« Les valeurs des associations de jeunesse et d'éducation populaire s'inscrivent dans le respect des droits culturels.

Ces droits fondamentaux visent à garantir à chacun la liberté de vivre son identité culturelle. Ils se déploient selon un principe d'universalité, d'indivisibilité et d'interdépendance entre eux et avec les autres droits humains ».



Contribution au débat sur les droits culturels du Cnajep, 2021



DANS LES FAITS



L'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 énonce que :

« Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. ».

IDENTITÉ FRANÇAISE

À préserver ou en perpétuelle évolution ?



L'identité est un concept difficile à définir qui est au cœur de nombreuses discussions et de revendications militantes diverses. La terminologie « identité » peut être associée à une référence nationale, culturelle, républicaine, individuelle, collective ...

Idées des extrêmes droites

L'identité correspond à une **identité nationale**, basée sur des aspects administratifs (passeport), territoriaux (frontières) et culturels (traditions, valeurs chrétiennes).

Pour les mouvements identitaires, la couleur de peau est une composante à part entière de l'identité.

Selon eux, l'identité française est actuellement remise en cause par les personnes qui vivent en France mais refusent d'en adopter les codes culturels, elle doit être réaffirmée et protégée. Cela s'inscrit dans un enjeu de **protection de la civilisation européenne**.

Philosophies de l'éducation populaire

L'identité est fortement liée à la **culture**, elle est issue de l'histoire de chacun·e et est **en constante évolution**.

Les préjugés, la cristallisation et l'assignation identitaire doivent être déconstruits.

L'identité française est le **fruit de la fusion de nationalités, de cultures et d'ethnités différentes, qui font sa richesse**.

Le pays des Droits de l'Homme s'est construit grâce à des luttes pour les droits civils, politiques, de libertés mais également autour d'enjeux économiques et sociaux.

Un exemple ?



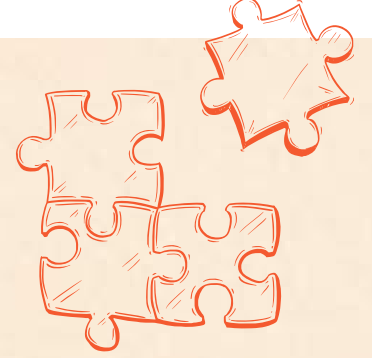
En **Espagne**, en avril 2024, le conservateur Raúl de la Hoz a présenté au Parlement régional de Castille-et-León, une **loi** visant à **réécrire l'histoire du Franquisme**, alors même que ce dernier est reconnu comme une dictature totalitaire depuis 2007.



En Espagne, l'extrême droite de Vox réécrit le passé franquiste. Libération. Par François Musseau, correspondant à Madrid, publié le 10 avril 2024

DANS LES FAITS

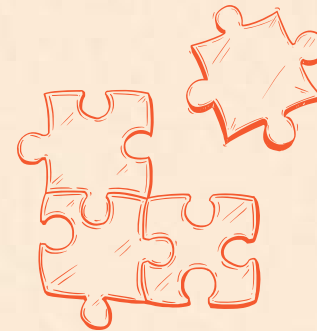
En France, les premières **définitions** de l'identité nationale datent du XIX^e siècle. Le thème de l'identité nationale renaît à la fin des années 1970 et porte les idées de la diversité. C'est à partir du milieu des années 1980 que la notion d'identité nationale tant à diviser.



« Dire que l'immigration est une chance pour la France n'est pas qu'un slogan de la "gauche morale", mais une réalité historique ».

Gérard Noiriel, Le creuset français, ré-édition 2006, édition Points.

« L'identité n'est pas donnée une fois pour toutes, elle se construit et se transforme tout au long de l'existence »



Amin Maalouf
Les Identités meurtrières,
1998 éditions Grasset



LAÏCITÉ

Liberté ou stigmatisation ?



Différentes religions sont pratiquées en France et il y a régulièrement des débats quant aux pratiques, au prosélytisme et à l'intégrisme. Il existe en France un principe de liberté religieuse et de séparation de l'Eglise et de l'Etat, la laïcité. Les textes législatifs sur la laïcité sont nombreux et rarement connus et maîtrisés par le grand public.

Idées des extrêmes droites

Les **différents mouvements d'extrême droite** n'ont **pas une vision uniforme de la laïcité**, l'appliquant tantôt d'une manière tantôt d'une autre.

Tout en prônant une inscription forte de leur identité dans la tradition française sous-entendu chrétienne, ils utilisent ce **principe républicain pour lutter contre certaines religions** (en particulier l'islam).

Philosophies de l'éducation populaire

Le principe de laïcité ouvre un modèle d'organisation de la société basé sur le « **vivre tous et toutes ensemble** ». Il permet aux personnes de disposer des mêmes droits et devoirs qu'importe leurs convictions.

La laïcité est un principe de liberté : la liberté de conscience, c'est la liberté d'avoir une religion, de ne pas en avoir, d'en changer ainsi que la liberté de culte.

Toutes les personnes qui interprètent les lois précisant le principe de laïcité de manière différenciée selon les religions pourfendent par la même les lois de la République.

La laïcité n'a jamais été pensée pour porter atteinte aux libertés de certaines personnes ni induire des actions stigmatisantes. La lutte contre les dérives et comportements sectaires ou intégristes est nécessaire mais ne doit pas porter atteinte à la laïcité et au principe de liberté dont il relève.

Un exemple ?

La deuxième « 22 mesures pour 2022 », portée par le RN s'intitulait « Éradiquer les idéologies islamistes et l'ensemble de leurs réseaux du territoire national » et impliquait une proposition de loi visant notamment à :

Interdire la pratique, la manifestation ainsi que la diffusion publique, au cinéma, dans la presse comme à l'école, des « idéologies islamistes ».

Interdire le port du voile dans l'espace public, mais pas d'autres signes religieux.

« C'est le plus grand contresens que l'on puisse faire sur la laïcité que d'y voir une sorte d'hostilité de principe à la religion. »

Mais c'est un idéal positif d'affirmation de la liberté de conscience, de l'égalité des croyants et des athées et de l'idée que la loi républicaine doit viser le bien commun et non pas l'intérêt particulier.

C'est ce qu'on appelle le principe de neutralité de la sphère publique ».

Henri Pena-Ruiz,
MAIF infos, septembre 2003.



DANS LES FAITS



La laïcité est un concept français, issu notamment de la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce principe n'est pas appliqué de manière similaire dans d'autres pays.

Article 10 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.



EUROPE

Quelle vision de l'Europe ?



L'Union européenne est, entre autres, l'association volontaire d'États européens qui se sont réunis à la sortie de la seconde guerre mondiale, dans le but notamment de promouvoir la paix et la cohésion économique dans le périmètre géographique du continent.

Idées des extrêmes droites

L'Union Européenne nous impose des contraintes irréalistes, elle nous **apporte moins que ce qu'elle nous coûte.**

Les décisions prises à cette échelle sont prises **contre la volonté du peuple** qui s'abstient majoritairement aux élections européennes.

Philosophies de l'éducation populaire

L'Union Européenne est fondée notamment sur un idéal de paix, elle permet des mobilités de personnes et d'idées à l'échelle européenne.

Les **échanges interculturels permettent l'ouverture d'esprit, ils sont une composante essentielle de l'éducation, pour la formation des citoyen-ne-s, dans une logique de paix et de rapprochement des peuples.**

Être résolument favorable à l'Union Européenne n'empêche pas la possibilité d'avoir une vision critique de certaines décisions prises à l'échelle européenne, ou de la manière dont l'UE est gouvernée.

Un exemple ?



En 2017, Marine Le Pen voulait un **référendum** pour **faire sortir la France de l'Union européenne**.

En 2022, elle ne faisait plus référence à cette volonté.

Historiquement eurosceptiques, les **partis d'extrême droite européens** obtiennent désormais de plus en plus de sièges au Parlement Européen avec la **volonté de changer l'Europe de l'intérieur**.

DANS LES FAITS



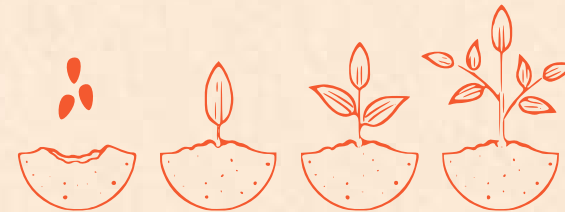
600 000 personnes ont bénéficié, au départ de la France, d'une **mobilité financée par Erasmus+ en Europe ou hors d'Europe entre 2014 et 2020**.

(<https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/erasmus-en-dix-chiffres/>)

« Les humains doivent se reconnaître dans leur humanité commune, en même temps que reconnaître leur diversité tant individuelle que culturelle »

Edgar Morin,

Les 7 savoirs nécessaires à l'éducation du futur, ré-édition 2015, édition Points



Les organisations de jeunesse et d'éducation populaire mènent de nombreux projets à l'échelle européenne, dont des mobilités de jeunes et des échanges de pratiques entre professionnel·les.



SÉCURITÉ

Protéger ou opprimer ?



La sécurité est une préoccupation pour beaucoup de français·e·s, qui est régulièrement au centre des débats publics.

Idées des extrêmes droites

L'autre, l'inconnu, est considéré comme un potentiel danger duquel il faudrait se protéger.

L'important est de **préserver ses intérêts contre ceux de personnes désignées comme ennemies.**

Pour pallier le problème de sécurité, la police doit être soutenue dans toutes ses actions et être armée en conséquence.

Elle doit bénéficier d'une présomption de légitime défense automatique.

Philosophies de l'éducation populaire

La rencontre avec l'autre, l'inconnu, est un des éléments fondateurs de l'apprentissage, et permet la compréhension des enjeux et réalités de chacun·e, l'ouverture d'esprit.

Il existe des situations insécuritaires, et l'action d'un gouvernement doit être de **protéger dans n'importe quelle situation, l'intégrité physique et morale des personnes sans distinctions d'âges, de sexes, de handicap, d'orientation sexuelle, de conviction, d'origine.**

Les agent·e·s assurant la sécurité civile, et leurs partenaires, doivent être particulièrement formé·es pour pouvoir répondre au mieux aux événements auxquels est confrontée la population.

Ils et elles doivent prouver l'action de légitime défense pour tout usage de la violence, comme n'importe quel·le citoyen·ne.

Un exemple ?

La **présomption de légitime défense automatique** était incluse dans le programme présidentiel de Marine Le Pen de 2017 comme en 2012.

Par ailleurs historiquement, de nombreux régime dictatoriaux d'extrême droite ont créé des **corps policier spécifiques**, utilisés pour contrôler la population et lutter contre toute forme d'opposition.

(Polícia internacional de defesa do estado, sous L'Estado Novo de Salazar au Portugal ; la Brigada Politico-Social, sous le régime de Franco en Espagne ...)

Dans un communiqué de juillet 2023, suite aux révoltes urbaines qui ont suivi la mort de Nahel, le Cnajep et Hexopée* affirment que **l'éducation populaire « répond présent pour chercher les voies du dialogue pour organiser la coopération et la solidarité entre acteur·ice·s face aux traumatismes et aux destructions, [...] Parce que c'est notre devoir d'éducateur·rice·s et de citoyen·ne·s. »**

*Organisation professionnelle représentative notamment dans le domaine de l'animation.



[Communiqué du Cnajep et Hexopée](#)



DANS LES FAITS



Selon une étude du Centre d'Observation de la Société en 2021 ni les faits constatés par la police et la gendarmerie, ni les enquêtes auprès de la population ne permettent d'observer une hausse du sentiment d'insécurité en France.

« La part de personnes qui se disent « en insécurité dans leur quartier ou leur village » varie depuis bientôt quinze ans autour de 11 %, selon les enquêtes cadres de vie et sécurité de l'Insee »



NOTES

Vos réflexions, interrogations...

Toutes les sources citées dans ce document ainsi que des ressources complémentaires sont disponibles en ligne pour vous permettre d'aller plus loin. Cet espace est collaboratif, vous pouvez nous envoyer des ressources par mail.



Cet argumentaire est utilisable comme support à débats, il existe un guide interne au réseau pour l'accompagner.



01 40 21 14 21



www.cnajep.asso.fr



cnajep@cnajep.asso.fr